



Genève

Le Courrier
1211 Genève 8
022/ 809 55 66
www.lecourrier.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebdom.
Tirage: 7'510
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 525.004
N° d'abonnement: 1073491
Page: 5
Surface: 18'492 mm²

Le planning familial tiré d'affaire

CONSEIL D'ETAT • *Les employés du planning familial épargnés par le plan d'économies des HUG.*

CHARLOTTE FROSSARD

Le Conseil d'Etat a confirmé, la semaine passée, que le planning familial ne souffrirait d'aucune diminution de postes, conformément à une demande du Grand Conseil.

Menacée d'une réduction de plus de la moitié de son personnel en raison du plan d'économies des HUG, l'unité de santé sexuelle et de planning familial (USSPF) avait été soutenue fin 2012 par une pétition, puis par une motion acceptée par les députés genevois quasiment unanimes. La défense de cette structure avait en effet rassemblé tous les partis, de droite comme de gauche, et suscité une mobilisation importante.

La responsable actuelle du planning familial, Lorenza Bettoli Musy, s'est dite ravie de cette décision de sauvegarder «un service qui offre des prestations absolument nécessaires et utiles à toute la population, à des tarifs bas-seuil». Même si l'une des places de travail, celle de documentaliste, subira tout de même une réduction de 10% en 2015, cela ne remettra pas pour autant en question les prestations proposées par le planning. «C'est une coupe que nous pouvons absorber. Il nous importait surtout de ne pas toucher aux postes de conseillères en santé sexuelle et conjugale, très compétentes, dont certaines ont des triples formations et parlent plusieurs langues» – et qui assu-

rent chaque année près de quatre mille consultations.

Même son de cloche du côté des pétitionnaires de l'époque. Alors présidente du Centre de liaison des associations féminines genevoises (CLAFG), Claude Golovine s'était mobilisée pour alerter les parlementaires et la population sur les conséquences qu'aurait le plan d'économies des HUG sur l'unité. «La décision de réduire un service si essentiel m'avait semblé vraiment grave. Je suis reconnaissante aujourd'hui envers le Conseil d'Etat et le Grand Conseil, qui ont su reconnaître la nécessité de ce service au-delà des différents partis politiques.» Elle a rappelé également l'importance d'une telle organisation ouverte à des personnes aux origines les plus diverses et à l'entourage parfois hermétique aux questions de contraception, mais aussi du bon nombre de jeunes qui, faute de pouvoir aborder le sujet délicat de la sexualité avec leurs parents, se tournent vers le planning en toute confiance. «C'est avant tout de nos jeunes qu'il s'agit», conclut Claude Golovine.

Le Conseil d'Etat a assuré en outre que le planning familial continuerait à répondre aux besoins de la population genevoise qui sont, selon l'USSPF, relativement stables depuis plusieurs années. |